

Prendre le pouvoir sur l'argent: réorienter le crédit bancaire



Sortir de la crise exige une réorientation radicale de l'action des banques, des critères d'attribution du crédit et de gestion des entreprises. Denis Durand nous présente quelques leviers pour y parvenir. Il les a développés dans un livre, [Sept leviers pour prendre le pouvoir sur l'argent](#), paru le 1^{er} juillet 2017 aux éditions du Croquant.

Entre 2007 – éclatement de la crise des *subprimes* – et 2012 – retour au calme des marchés après la crise de l'euro –, le système financier occidental a vacillé sur ses bases. La crise financière a été si violente qu'elle a provoqué la « grande récession », un recul de l'activité économique mondiale sans équivalent

depuis les années trente. Aujourd'hui encore, l'emploi dans la zone euro n'a toujours pas retrouvé son niveau de 2008 et les causes qui ont conduit à la crise de 2007 sont toujours présentes : de nouvelles crises, encore plus violentes, se préparent.

L'effondrement du système financier n'a été évité qu'au prix de politiques économiques proprement extraordinaires : plans de relance budgétaires massifs, principalement aux États-Unis et en Chine, et politiques monétaires dites « non conventionnelles » des grandes banques centrales. Pour ne citer que l'Eurosystème (l'ensemble formé par la Banque centrale européenne et les 19 banques centrales nationales de la zone euro), le total de son bilan était de 1 150 milliards d'euros à la fin de l'année 2006 ; il a atteint 3 661 milliards à la fin de l'année 2016. Le taux auquel la BCE prête aux banques est aujourd'hui de 0 % (il est même négatif, -0,4 %, pour les banques qui prêtent aux grandes entreprises) et elle a, en plus, injecté près de 2 000 milliards d'euros sur le marché financier par ses achats de titres. Le résultat est que l'économie mondiale ne manque pas de moyens de financement. Selon les statistiques de la Banque mondiale, le total des crédits aux agents non financiers représentait moins de 90 % du PIB mondial en 1980 ; en 2016, ce pourcentage a atteint le niveau record de 177 %... mais à quoi a servi tout cet argent ? Le problème n'est pas la quantité de financements mis à la disposition de l'économie par le système financier, mais l'inefficacité croissante de ces financements.

Agir sur le comportement des banques

Pour remédier à cette situation, le point stratégique sur lequel on peut agir, c'est le comportement des banques.

Les banques ont une responsabilité énorme dans la crise. Depuis trente ans, le crédit bancaire a eu de moins en moins pour contrepartie le développement de l'emploi, de la formation et la création de richesses réelles qui en résulteraient, mais au contraire le gonflement des prix des actifs financiers négociés sur les marchés, et des prix immobiliers. En d'autres termes, beaucoup d'entreprises ou de riches particuliers qui empruntent aux banques ne se servent pas de cet argent pour financer des investissements qui créent des emplois, mais pour acheter en Bourse des titres financiers, par exemple des actions. Ces titres font donc l'objet d'une forte demande, ce qui fait monter leur prix, bien au-delà de la valeur des biens qu'ils sont censés représenter. Les exigences de leurs détenteurs en termes de dividendes distribués croissent dans les mêmes proportions.

La dépendance accrue des entreprises et des États vis-à-vis de la finance (la « dictature des actionnaires ») a permis de relever les taux de profits (en faisant baisser la part des salaires dans la valeur ajoutée), mais ce cancer financier a créé les conditions de crises de plus en plus incontrôlables.

En retour, les difficultés des banques les conduisent à restreindre le financement des entreprises et des collectivités publiques, ce qui freine les investissements et l'activité, transmettant les effets de la crise financière à l'économie « réelle ».

- Les citoyens doivent donc demander des comptes aux banques, et aller jusqu'à conquérir des pouvoirs nouveaux sur leur activité de mise en circulation de l'argent, parce qu'elles ont joué et continuent de jouer de plus en plus dangereusement avec un argent qui est notre argent ;
- si la confiance dans les banques s'effondre, c'est la confiance dans la monnaie qui s'effondrera, c'est-à-dire une des bases essentielles de la vie en société ;
- à l'inverse, sortir de la crise exigera une réorientation radicale de l'action des banques et des critères d'attribution des crédits.

La sécurisation de l'emploi et de la formation comme fil directeur

La réorientation du crédit n'a de sens que dans ses relations avec une cohérence d'ensemble : une convergence des luttes sociales, des mobilisations citoyennes, pour permettre aux travailleurs, au citoyen de mettre les moyens financiers au service d'objectifs sociaux et écologiques, en prenant des pouvoirs directs sur l'utilisation de l'argent public, de l'argent des entreprises et de l'argent des banques.

Le fil conducteur, c'est la sécurisation de l'emploi et de la formation, qui est en quelque sorte la traduction économique et sociale du slogan « l'humain d'abord ». Des emplois plus nombreux, plus sûrs, plus qualifiés, mieux rémunérés, c'est à la fois un moyen de relancer la demande, mais c'est aussi un facteur d'efficacité économique dans le contexte de la révolution informationnelle. C'est donc le moyen de créer davantage de richesses en économisant sur les moyens matériels de production (matières premières, énergie). Cette valeur ajoutée supplémentaire élargit l'assiette des prélèvements publics et sociaux, base d'un financement sain des services publics et de la protection sociale. C'est enfin une source de dépôts stables des salariés dans les banques.

Le cœur de nos propositions économiques, c'est donc la lutte pour imposer d'autres critères de gestion des entreprises et d'attribution des crédits bancaires.

Du local au mondial, nous proposons sept leviers pour y parvenir [\[1\]](#) :

Denis Durand

Sept leviers pour prendre le pouvoir sur l'argent



- un renforcement des pouvoirs des salariés pour intervenir dans la gestion et le financement des entreprises. Ainsi la [proposition de loi de sécurisation de l'emploi et de la formation](#) déposée par les députés du Front de gauche en janvier 2017 prévoit-elle un droit d'initiative et de contre-proposition des comités d'entreprise ;
- un accès des citoyens à une information détaillée sur l'activité des banques dans les territoires, à l'image de ce qu'a instauré le *Community Reinvestment Act* aux États-Unis[\[2\]](#);
- des fonds pour l'emploi et la formation utilisant les moyens d'intervention économique publique disponibles, au niveau national, régional ou local, pour peser sur l'orientation des crédits bancaires par des techniques telles que les bonifications d'intérêts et les garanties d'emprunts ;
- un pôle financier public mettant en réseau BPI France, la CDC, la Banque Postale, la Caisse nationale de prévoyance et d'autres institutions financières nationalisées (Société Générale, BNP-Paribas) autour d'un objectif commun : la réorientation du crédit en faveur de l'emploi, de la formation, de la création de valeur ajoutée dans les territoires, la préservation des ressources naturelles ;
- une politique monétaire sélective pour encourager ce type de crédits et décourager, au contraire, le financement des opérations financières par les banques ;
- un fonds de développement économique, social et écologique européen ayant pour objet le financement par la BCE de projets concrets, démocratiquement élaborés, contribuant au développement des services publics dans les pays de l'UE [\[3\]](#);

- une alliance avec les pays émergents et en développement pour remettre en cause l'hégémonie du dollar^[4] et de Wall Street par la création d'une monnaie commune mondiale qui pourrait, techniquement, être développée à partir des droits de tirage spéciaux du FMI, et qui servirait à financer les dépenses pour les êtres humains et les services publics sur toute la planète.

Titriser la dette des États européens ?

La solution à l'absence de solidarité entre les États de la zone euro pour le financement des investissements publics passe-t-elle par la création d'*European safe bonds* ? L'idée circule, paraît-il, dans les cercles européens (voir Isabelle Couet, « L'Europe pourrait titriser la dette des États », *Les Échos*, 15 juin 2017). Elle pourrait faire partie des projets proposés par Emmanuel Macron à Angela Merkel.

Techniquement, il s'agirait de fabriquer de nouveaux titres financiers représentant un « paquet » d'obligations émises par les États européens. Une titrisation au carré, en quelque sorte ! L'avantage, pour les financiers, serait qu'à partir de l'ensemble des titres de dette émis par les États européens, on pourrait faire des cocktails plus ou moins risqués : on pourrait avoir des *European safe bonds* très sûrs, composés uniquement de titres allemands, et des *European safe bonds* très risqués composés, par exemple de titres italiens, portugais, ou de titres grecs le jour où ce pays sera de nouveau admis à s'endetter sur le marché financier. Quel intérêt ? Encore plus de spéculation, de profits mal acquis par les plus malins, aux dépens de la stabilité financière, de la création de richesse et du bien-être des populations...

On ne sortira pas de la crise des finances publiques par des manipulations financières. Lorsque la dette existante est insupportable, comme en Grèce, les créanciers (essentiellement, dans le cas grec, les États européens, la BCE et le FMI) doivent accepter de la restructurer. Mais le plus important est de permettre le financement de projets répondant à des critères précis d'efficacité économique, sociale et écologique, et contribuant au développement des services publics : l'argent de la BCE doit servir à cela, à travers un Fonds européen démocratiquement géré, au lieu d'arroser indistinctement banques, marchés et spéculateurs comme c'est le cas aujourd'hui.

Notes de bas de page :

Pour aller plus loin:

- Frédéric Boccara (rapp.), [Les PME/TPE et le financement de leur développement pour l'emploi et l'efficacité](#), Avis du Conseil économique, social et environnemental voté le 15 mars 2017, Paris, CESE, 2017, 104 p. [En ligne].
- Paul Boccara, « [Les perspectives ambivalentes d'une Banque et d'un Fonds des BRICS pour une autre construction de la mondialisation](#) », *Économie et politique*, n° 720-721, juillet-août 2014 [En ligne].
- Denis Durand, [Sept leviers pour prendre le pouvoir sur l'argent](#), Paris, éditions du Croquant, 2017, 100 p.
- Denis Durand, [Financer l'expansion des services publics en Europe](#), Pantin, Fondation Gabriel Péri, mars 2017, 45 p.

- Kent Hudson, « [Développement local et cohésion sociale. Une expérience originale : la législation américaine de 1977 relative au financement non discriminatoire du développement local](#) », *Économie et politique*, juillet-août 2012 [En ligne].
- François Morin, *L'hydre mondiale, l'oligopole bancaire*, Montréal, Lux éd., 2015, 168 p.
- Zhu Xiaochuan, « [Reform the international monetary system](#) », *BIS Review*, n° 41, 2009, 3 p. [En ligne].

[1] Denis Durand, *Sept leviers pour prendre le pouvoir sur l'argent*, Paris, éditions du Croquant, 2017, 100 p.

[2] Kent Hudson, « [Développement local et cohésion sociale. Une expérience originale : la législation américaine de 1977 relative au financement non discriminatoire du développement local](#) », *Économie et politique*, juillet-août 2012 [En ligne].

[3] Denis Durand, *Financer l'expansion des services publics en Europe*, Note de la fondation Gabriel-Péri, mars 2017, 45 p.

[4] Pour des analyses contestant l'hégémonie du dollar, voir notamment l'article du gouverneur de la banque centrale chinoise d'avril 2009 (Zhu Xiaochuan, « [Reform the international monetary system](#) », *BIS Review*, n° 41, 2009) et l'interview de Paul Boccara dans *Économie et politique* (« Les perspectives ambivalentes d'une Banque et d'un Fonds des BRICS pour une autre construction de la mondialisation », *Économie et politique*, n° 720-721, juillet-août 2014).

Pour citer cet article :

Denis Durand, « Prendre le pouvoir sur l'argent : réorienter le crédit bancaire », *Silomag*, n° 3, juillet 2017. URL: <https://silogora.org/prendre-le-pouvoir-sur-largent/>